



# LA LETTRE

N° 2022 32

## LES PISTES POUR LES URGENCES CET ETE.

Le docteur BRAUN avait été missionné par le gouvernement pour trouver des moyens de passer l'été dans les services d'urgences. Il est maintenant ministre de la santé. Il est donc bien placé pour mettre en œuvre les pistes qu'il a préconisées.

Les agents hospitaliers qui alertent depuis des semaines sur leurs difficultés, attendent avec impatience les décisions. Mais pas seulement, car ce sont les usagers qui pâtissent de ces difficultés.

Le rapport relève une liste malheureusement non exhaustive de 133 services d'urgences en difficultés dont onze dans les CHU et les CHR. Le rapport précise qu'aucune région n'est épargnée.

Le Docteur BRAUN s'est appuyé sur le rapport élaboré en 2019 et sur celui de 2015 qui avaient été demandés dans les mêmes circonstances. N'est-ce pas la preuve que la crise que vivent les services d'urgences n'est que la partie émergée d'une crise structurelle plus profonde.

Une première recommandation : *informer la population avec une campagne nationale sur le bon usage des urgences*. En clair, arrêter de se rendre aux urgences mais plutôt appeler le 15 avant de se déplacer. Selon les études, 20% à 30% de l'activité d'un service d'urgences sont liées à une pathologie non urgente qui requiert une consultation simple en cabinet de ville.

Soit, cela veut également dire que 70% à 80% sont de véritables urgences. Mais

aussi revenons sur cette recommandation. Effectivement, auparavant existaient des tours de garde de la médecine de ville. Celles-ci ont disparu depuis des décennies. Qui plus est, que fait-on des déserts médicaux ?

Qui n'a pas été confronté à ce problème de trouver un recours aux soins le week-end ? Ne faut-il pas être malade le week-end ? Qui n'a pas recherché en vain un secours dans cette période ? Bien sûr, nous devons entendre les soignants qui en ont ras le bol. Bien sûr, leurs revendications doivent être prise en charge. Mais il ne faudrait pas oublier la population qui doit compter sur un service d'urgences performant et un accès aux soins lorsqu'elle en a besoin.

La mission du Docteur BRAUN préconise de « réguler les admissions en service d'urgences » soit avec un « triage paramédical à l'entrée » soit par une « régulation médicale préalable systématique » par le standard téléphonique du SAMU. Patrick PELLOUX, Président de l'AMUF a sursauté et dit qu'il faudrait au minimum doubler le nombre de médecins permanenciers sur les plateformes de régulation du 15. C'est pourquoi le rapport préconise de faciliter le recrutement d'assistants de régulation médicale (ARM). Mais déjà 10% des postes d'ARM ne sont pas pourvus rappelle Fabien PARIS infirmier et membre du collectif inter-urgences. Puis, on ne forme pas un ARM en quelques heures. « Ce sont des personnes amenées à guider à distance un témoin pour effectuer un massage cardiaque, cela demande de la formation et de l'expertise » précise-t-il.

Vous l'aurez compris, le replâtrage présente des difficultés. Seul un changement d'orientation dans la gestion des hôpitaux immédiatement, en leur donnant les moyens d'exercer leurs missions, est susceptible de changer la situation.

Action Santé Solidarité

Centre Social

Rue de Pavigny

39000 LONS LE SAUNIER

actionsantesolidarite@gmail.com

**Pour ne plus recevoir la lettre, envoyer votre demande de désabonnement à l'adresse mail de l'association**